

## LECTURES CRITIQUES

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2007/5 Vol. 57 | pages 699 à 715

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724630909

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2007-5-page-699.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
« Lectures critiques », *Revue française de science politique* 2007/5 (Vol. 57),  
p. 699-715.

DOI 10.3917/rfsp.575.0699  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PERRINEAU (Pascal), ROUBAN (Luc), dir. – *La politique en France et en Europe*. – Paris, Presses de Sciences Po, 2007. 452 p.

L'ouvrage dirigé par Pascal Perrineau et Luc Rouban est le produit d'un cours collectif proposé par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). L'objectif poursuivi dans cette recherche comparative est double. Il s'agit de proposer une réflexion sur l'éventuelle spécificité du rapport que les Français entretiennent avec la vie politique, et de replacer ce questionnement dans la perspective de la construction européenne. Les quatorze thèmes sélectionnés sont commentés par des spécialistes reconnus de la discipline qui fondent leurs analyses sur les résultats des enquêtes de l'European Social Survey conduites en 2003 et 2004. Ces données permettent à Pascal Perrineau d'examiner, dans un premier chapitre, les ressorts de la crise de la représentation politique qu'il observe à partir de la montée du vote protestataire et de l'abstention, ou encore de l'érosion de l'engagement partisan et syndical. Ces indicateurs donnent la mesure d'une situation paradoxale où le faible investissement constaté dans les formes classiques d'organisation politique s'accompagne pourtant d'un intérêt toujours soutenu pour les questions politiques. Utilisant les médias dans leur recherche d'informations, comme le montre Arnaud Mercier, les citoyens se font donc plus critiques envers la démocratie représentative et émettent le souhait de voir se développer des modalités nouvelles, plus souples, de prise de parole. Les causes de cette crise de la représentation, qui appelle une réinvention de la participation démocratique, sont multiples. Elles se rapportent à la fois aux mutations socio-économiques liées à la mondialisation et à la construction européenne, aux réorganisations géographiques affectant l'ancrage territorial des clivages politiques, ainsi qu'à la crise des grandes idéologies, à la distance qui se crée vis-à-vis des allégeances collectives au profit d'une individualisation plus marquée des comportements sociaux. Étienne Schweisguth démontre également que l'individu occupe désormais une place centrale dans les systèmes de valeurs des sociétés européennes. Les orientations politiques des électeurs sont alors influencées par trois

grands facteurs que sont l'alternative entre l'interventionnisme étatique et la libre initiative, le choix entre le rigorisme moral et les valeurs humanistes organisées autour du principe d'égalité de dignité de tout individu, et la dimension religieuse. Suivant sur ce dernier point Étienne Schweisguth, Jean-Marie Donégani relève que la sécularisation constitue le trait commun à l'ensemble des pays d'Europe. Les enquêtes confirment une déperdition de l'héritage religieux européen qui se manifeste par le recul de la participation culturelle, par une religion « à la carte » mêlant des croyances diverses, et par une conception libérale des rapports entre religion et politique aboutissant à la privatisation du religieux.

À ces réflexions sur les valeurs s'ajoute l'analyse des rapports qu'entretiennent certaines catégories de la population à la vie politique. Janine Mossuz-Lavau étudie ainsi les relations entre genre et politique en privilégiant trois approches : la politisation et la structuration du vote des femmes, leur manière de faire de la politique, et la place qui leur est dévolue tant dans la sphère publique (avec la loi sur la parité) que dans l'univers privé, au gré des politiques publiques dont elles font l'objet. Observant les conditions de la politisation des jeunes, Anne Muxel remarque, pour sa part, que la défiance à l'égard de la représentation politique est la plus manifeste parmi cette classe d'âge qui vient donc en partie recouper la catégorie des citoyens critiques précédemment décrite par Pascal Perrineau. La dimension comparative de l'étude met cependant en lumière des spécificités nationales et des comportements différents selon le cadre géographique : si la politisation est dans l'ensemble plus développée en Europe du Nord, les jeunes citoyens d'Europe du Sud ont une nette tendance à investir le champ politique sur le mode de la protestation. De manière générale, si les procédures démocratiques classiques, et en particulier le vote, font toujours l'objet d'un attachement formel, les schémas militants traditionnels sont moins attrayants que les mobilisations collectives. La participation non conventionnelle semble en effet répondre aux demandes d'engagement social et politique prenant des formes jugées plus concrètes et plus efficaces par les jeunes générations.

L'analyse comparée, qui constitue le cœur de cet ouvrage, se poursuit par l'examen des relations entre gouvernements européens et groupes d'intérêts. L'étude d'Emiliano Grossman souligne la diversité des modèles historiques de gestion des intérêts organisés. Elle révèle également que l'Union européenne constitue un lieu de rencontres institutionnalisées et réglées entre les groupes d'intérêts et les pouvoirs publics dont le fonctionnement a, en retour, un impact sur la manière dont les relations sont organisées au niveau national. S'attachant à décrire les rapports entre syndicats et milieux politiques, Guy Groux met en évidence la spécificité de l'action syndicale française. Il remarque qu'en dépit d'une désyndicalisation croissante et de divisions politiques persistantes entre formations, les syndicats français disposent d'une capacité peu commune en Europe à éveiller les mobilisations protestataires pour mettre en échec les réformes engagées par les pouvoirs publics. Cette situation tient à l'histoire particulière des rapports entre les forces syndicales et un État français au rôle prééminent dans la régulation des affaires politico-juridiques du pays. Réfléchissant à la problématique des élites politiques et administratives, Luc Rouban montre à ce propos que le schéma élitaire français reste basé sur la prédominance de l'État dans les rapports avec la société civile. Alors que dans d'autres traditions européennes, l'échelon étatique joue le rôle d'arbitre entre intérêts sociaux opposés, l'État français fonctionne selon une double logique d'intégration de ses composantes et de répartition d'avantages collectifs. L'intégration européenne a un impact sur les stratégies et la culture professionnelle des élites françaises en les soumettant à un impératif de spécialisation sur des questions généralement techniques. La comparaison des expériences au niveau de l'Union européenne en termes de trajectoire des élites indique toutefois que le système français continue de fonctionner selon une logique corporatiste. La suspicion que font parfois naître les questionnements sur les réseaux de pouvoir, la connivence, voire la corruption, des élites administratives et politiques, peut alors donner prise aux arguments populistes qui s'appuient sur l'anti-élitisme pour remettre en cause la légitimité d'un système politique accusé de fonctionner en vase clos.

L'histoire et l'idéologie portées par les principaux courants de la vie politique française et européenne sont précisément examinées dans le quatrième temps de l'ouvrage. Daniel Boy dresse ainsi un tableau comparatif de l'écologie politique à l'échelle européenne depuis l'apparition des premiers partis au début des années 1980. Retrçant les parcours des formations écologistes françaises, leurs accords programmatiques et électoraux passés avec les socialistes et les scissions internes qui s'en sont suivies, il tente de percer les raisons du difficile ancrage du mouvement vert dans le paysage politique français. La comparaison de la place occupée par l'écologie politique dans cinq pays de l'Union européenne révèle une certaine homogénéité dans le profil de ses partisans, qui sont pour la plupart issus des franges les plus jeunes de la

population, professionnellement actifs dans le secteur public – en particulier, l'éducation et la santé –, dotés d'un capital culturel et d'un niveau de politisation élevés. Fortement impliqués dans des activités associatives, familiers des formes non conventionnelles d'engagement politique (que ce soit par la pétition ou le boycott), ils partagent, outre la défense de l'environnement, les principes du libéralisme culturel autour de l'universalisme des valeurs, le refus de l'autoritarisme et la tolérance à l'égard des libertés individuelles. Si les différents mouvements écologistes nationaux peuvent donc s'appuyer sur une réelle unité idéologique, Henri Rey se demande si le socialisme français ne ferait pas figure d'exception en Europe. Comme le montrait Étienne Schweisguth, les formations politiques européennes de gauche entretiennent des rapports variés aux principes du libéralisme économique. Dans sa contribution, H. Rey met en évidence les particularités idéologiques du socialisme en France, influencé dans la réflexion sur son identité par la problématique de sa différenciation avec le communisme. La spécificité du socialisme français réside aussi dans son modèle organisationnel marqué par une autonomie et un pluralisme interne, ainsi que dans les dispositifs mis en place pour tenter de contrer la crise du militantisme traditionnel. Car si le nombre de ses adhérents reste modeste et si ses électeurs se révèlent mouvants d'un scrutin à l'autre, le Parti socialiste maintient son influence électorale.

Florence Haegel poursuit l'analyse des partis de gouvernement en s'intéressant aux droites en France et en Europe, à leurs structures, ainsi qu'à leurs transformations. Elle en conclut que du point de vue de son organisation (gestion du pluralisme, implication des adhérents, hiérarchie interne), la droite française, longtemps marquée par le gaullisme qui en a fait sa particularité dans le paysage politique, ne se distingue finalement pas des formations homologues européennes. La comparaison fait principalement ressortir la diversité des structurations idéologiques selon les pays. En matière économique, la droite française se montre plus précautionneuse à l'égard des thèses néo-libérales auxquelles adhèrent pourtant la plupart des droites européennes. L'examen du positionnement de ces formations sur les grandes questions de société met en évidence une forme de résistance, avec des nuances selon les pays, au libéralisme culturel et à l'évolution des mœurs. Mais ce sont surtout les thèmes de la diversité religieuse et du pluralisme ethnique qui permettent de différencier les droites européennes. La droite française apparaît comme la plus favorable à la diversité des religions au sein de la société, tandis que les autres formations considèrent que cette problématique tient davantage du trait culturel que du questionnement politique. S'agissant du pluralisme ethnique, les électors de droite manifestent leur préférence pour le renforcement du contrôle des flux migratoires. Dans cet espace partisan, la droite française présente un électorat dont le niveau de méfiance envers l'étranger est plus élevé que celui des autres droites européennes, ce qui fait de l'immigration un enjeu politique plus sensible et décisif. Les élections législatives tenues dans plusieurs pays européens ont à cet égard témoigné du dynamisme des partis populistes et nationalistes étudiés par Pascal Perrineau, qui, dans un dernier chapitre, établit un bilan de la situation de l'extrême droite en Europe. Les droites extrêmes se caractérisent par la variété de leurs itinéraires et de leurs références doctrinales, liées aux contextes respectifs de leur apparition. Il existe cependant plusieurs invariants dans le fonctionnement de ces partis, comme le fonctionnement centralisé autour de dirigeants charismatiques, la logique autoritaire, les thèmes récurrents du protectionnisme, de la xénophobie et de la dénonciation du système politique classique. La montée de formations extrêmes, à la fois protestataires et identitaires, dont certaines ont fait partie de coalitions gouvernementales, témoigne d'un malaise dans la modernité et d'une défiance face au concept d'ouverture pris sous ses différents aspects. Au plan économique, cette modernité renvoie à la globalisation des échanges, alors qu'au même moment, on observe un dépérissement de la société industrielle, une dissolution de la société de classes et une transformation des alliances politiques associées, dont Nonna Mayer rend également très bien compte dans cet ouvrage. En matière socioculturelle, la modernité fait référence aux manifestations d'ouverture politique, qu'il s'agisse de la construction européenne, de l'intensification des flux migratoires ou de la dimension pluriculturelle des sociétés. Ces mutations sont sources d'angoisse pour certaines couches de la population qui, devant la perte de leurs repères, trouvent refuge dans les discours des formations populistes et des tenants de la société fermée évoqués par Pascal Perrineau.

Dans son chapitre conclusif, Luc Rouban dresse le constat d'une France confrontée à une crise de la normalité politique, à un malaise démocratique lié au fait qu'un nombre croissant d'électeurs considère que la représentation politique traditionnelle ne parvient plus à refléter la complexité des clivages sociaux et politiques contemporains. Les professionnels de la politique suscitent une défiance qui a notamment pour conséquence que la politisation se traduit désor-

mais davantage par une contestation périphérique que par un engagement dans les mécanismes démocratiques classiques. Questionnant l'origine de ce malaise au travers d'une comparaison européenne, L. Rouban examine le degré éventuel de convergence des situations nationales sur quelques thématiques qui font aujourd'hui débat. Il remarque que si la France fait preuve d'un certain européanisme, ce soutien ne s'accompagne toutefois pas d'une adhésion aux principes du libéralisme économique. L'observation du degré d'ouverture sur le monde indique que les Français sont globalement peu confiants dès lors qu'il est question d'établir des relations sociales. Le malaise analysé dans cet ouvrage proviendrait donc avant tout de la méfiance que les citoyens français se vouent les uns aux autres. Ce diagnostic posé sur le rapport au politique en France souligne que les grandes évolutions sociales se trouvent d'abord médiatisées à chaque échelle nationale. C'est pour cette raison qu'il convient de ne pas réifier la construction européenne, de ne pas la tenir pour une entité capable de dicter par elle-même les principaux choix de société. L'enquête comparative minutieusement opérée dans cette réflexion collective démontre donc que s'il est possible de s'interroger sur les conditions de production d'un socle commun de valeurs, d'attitudes et de représentations susceptibles de renforcer l'intégration européenne, la formation de tout système sociopolitique est d'abord un enjeu de politique interne faisant intervenir une multiplicité d'acteurs aux normes concurrentes.

Muriel RAMBOUR  
GSPE-PRISME/Institut d'études politiques de Strasbourg

FAUCHER-KING (Florence) – *Changing Parties. An Anthropology of British Political Party Conferences*. – Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2006. 316 p.

*Changing Parties...* fournit une étude extrêmement fouillée des Conférences des quatre partis britanniques (travailliste, conservateur, libéral-démocrate et vert). Événements saisonniers qui se succèdent en bord de mer et marquent la rentrée politique outre-Manche, ces conférences bénéficient d'une reconnaissance due à leur longévité (la première conférence des conservateurs a eu lieu en 1867), à une exposition médiatique et une affluence (25 000 personnes pour celle des travaillistes en 2002) sans commune mesure avec leurs équivalents français. Bien que leur signification et leur rôle varient en fonction des partis, ces conférences sont toutes des lieux de délibération, de sociabilité et de promotion de l'image des partis, à destination des adhérents comme de l'électorat. À ce titre, elles fournissent un lieu d'observation privilégié pour comprendre l'évolution des organisations, des représentations de leur identité partisane, et plus généralement de la vie politique britannique. La comparaison aboutit au constat d'une relative homogénéisation des deux grands partis, qui ont intériorisé les normes managériales héritées de l'époque Thatcher. La transformation la plus notable est celle du New Labour, qui a vidé son « organe souverain » de la plupart de ses prérogatives décisionnelles pour le limiter à un rôle de ratification, la Conférence présentant ainsi aux médias une image professionnellement maîtrisée et consensuelle.

Fruit de huit années d'enquête (observation et entretiens menés de 1994 à 2003), l'ouvrage se distingue par une approche anthropologique et compréhensive assez rare dans la littérature anglo-saxonne sur les partis. À la différence du livre précurseur de L. Minkin, *The Labour Party Conference*<sup>1</sup>, l'ouvrage n'est pas centré sur la distribution du pouvoir au sein de l'organisation, mais plutôt sur la manière dont ces conférences constituent la matrice de représentations et de comportements politiques partisans. Pour étayer la thèse centrale de la dimension rituelle des conférences (et quitte parfois à s'en éloigner quelque peu), il mobilise une grande diversité d'approches théoriques, de l'interactionnisme à la sociologie des organisations en passant par celle des mouvements sociaux. Reprenant la définition de V. Turner, l'auteure montre ainsi que ces conférences expriment l'identité collective des partis tout en la transformant. La recherche conclut cependant à la diminution progressive de leur capacité d'intégration, à l'heure d'une médiatisation qui fusionne l'intérieur et l'extérieur des partis, quand les rites ne sont pas sim-

1. Lewis Minkin, *The Labour Party Conference. A Study in the Politics of Intra-Party Democracy*, Londres, Allen Lane, 1978.

plement bannis au nom de la modernisation. Le succès grandissant des « fringes » (débats organisés en marge des manifestations officielles) montre *a contrario* la difficulté croissante des partis à fidéliser ce public « consommateur » qui est aussi doté d'une compétence politique accrue. L'ouvrage ouvre ainsi des questionnements féconds sur la nécessité pour ces partis de recréer un sentiment d'appartenance collective par l'adoption de nouvelles techniques (forums, votes directs) ou la réactivation d'anciens symboles.

Carole BACHELOT

Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

ZALEWSKI (Frédéric) – *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du Parti paysan polonais du communisme à l'après-communisme, 1945-2005.* – Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2006. 214 p.

Tiré de sa thèse de doctorat, l'ouvrage de Frédéric Zalewski est une contribution remarquable à la compréhension de la compétition partisane polonaise contemporaine. L'auteur y mobilise les outils de la sociologie des partis pour mener l'analyse minutieuse du Parti paysan polonais (PSL), une formation qui, en dépit de son poids électoral, reste relativement mal connue. Rompant ainsi avec un exceptionnalisme méthodologique encore trop souvent en vigueur dans les recherches sur la politique en Europe centrale et orientale, il fournit des clés de compréhension originales et pertinentes de l'improbable réussite dans les jeux politiques post-communistes de cet héritier du Parti paysan unifié (ZSL), un « satellite » du parti communiste au pouvoir avant 1989. Pour Frédéric Zalewski, si le PSL est parvenu à s'imposer, contre toute attente, comme le principal porte-parole de la paysannerie, il ne le doit pas à une hypothétique aptitude à instrumentaliser les « frustrations » d'un monde rural déboussolé par la « transition » vers la « démocratie de marché », mais plutôt à sa capacité à élaborer une offre de représentation pourvoyeuse d'une identité politique et sociale valorisante pour des agents aux profils très variés. L'auteur postule en effet que c'est en mobilisant en sa faveur l'histoire du mouvement agrarien polonais que cette formation est parvenue à conserver son emprise sur une partie importante de l'électorat paysan, en dépit de la concurrence vivace de la branche rurale du syndicat *Solidarność* et, plus récemment, du mouvement *Samoobrona*. Afin de retracer dans toute sa complexité le travail d'appropriation de cet héritage idéologique, l'ouvrage de Zalewski se concentre sur les processus de structuration longs de l'identité partisane du PSL. Il nous invite ainsi à plonger dans la riche histoire de l'agrarisme polonais et à prendre conscience des mécanismes lui ayant permis de se reproduire jusqu'à aujourd'hui, malgré les profondes transformations politiques connues par la Pologne depuis 1945.

Né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans la Pologne des partages, le mouvement agrarien polonais n'a été unifié qu'à de rares occasions, dans les années 1930 et au sortir de la seconde guerre mondiale. Le PSL dirigé par Stanislaw Mikolajczyk est même à cette époque, et de loin, le principal parti politique polonais. Pendant quelques années, il constitue un sérieux frein aux ambitions des forces communistes, avant de leur être finalement asservi au sein du ZSL en 1949. L'usage de l'histoire du mouvement paysan traditionnel devient alors l'objet d'une lutte symbolique entre les agrariens historiques entrés en clandestinité et ce nouveau parti paysan dont la raison d'être est de soutenir la construction du communisme en Pologne. Bien que dominé par le Parti ouvrier unifié de Pologne (PZPR), le ZSL parvient progressivement à réinvestir cette ressource fortement légitimante dans les campagnes polonaises. Un vif débat théorique sur la redéfinition d'une tradition politique nationale agrarienne conforme aux normes idéologiques de la République populaire s'y développe ainsi, particulièrement après 1956 avec la mise en œuvre par Gomulka de la « voie polonaise vers le communisme ». Ce travail idéologico-historique de réinvention d'une filiation avec le mouvement paysan classique permet au ZSL de se doter d'un « capital politique partisan » lui étant propre et d'acquérir une autonomie relative vis-à-vis du PZPR. Il s'avère particulièrement précieux à la fin des années 1980, au moment du changement de régime, puisque, selon Frédéric Zalewski, c'est essentiellement grâce à lui que le ZSL parvient à se libérer pleinement de la tutelle du parti communiste afin d'entamer sa mue en parti politique à part entière. Les cadres du ZSL s'appuient alors sur les ressources identitaires agra-

riennes développées du temps de la République populaire pour faire face à la résurgence de mobilisations paysannes « indépendantes ». Ils peuvent ainsi limiter les effets du stigmate dû à leur collaboration passée avec les communistes et légitimer leur prétention à jouer un rôle central dans l'unification du mouvement paysan. Non sans difficulté, cet objectif est finalement atteint en mai 1990 avec la restauration d'un PSL unifié au sein duquel les anciennes élites du ZSL occupent des postes clés. En mobilisant activement la ressource précieuse que constitue la référence au parti homonyme de l'après-guerre tout en s'appuyant sur les réseaux et structures hérités du ZSL, ce nouveau PSL parvient progressivement à légitimer socialement et politiquement son offre de représentation catégorielle de la paysannerie et à assurer ainsi sa survie dans des jeux politiques post-communistes qui lui étaient pourtant *a priori* fortement défavorables.

Outre ses apports indéniables à la connaissance de l'agrarisme polonais, ce travail sur le PSL et ses origines démontre remarquablement que l'histoire nationale peut constituer une ressource précieuse pour les partis engagés dans la compétition politique polonaise. Quel que soit leur label politique, ceux-ci sont en effet amenés à puiser dans le passé, y compris celui de la République populaire, des éléments de légitimation de l'offre de représentation qu'ils développent dans le présent. En incitant à la normalisation de l'étude des partis d'Europe orientale et à une meilleure prise en compte de leur travail d'actualisation d'identités politiques antérieures à 1989, l'ouvrage de Frédéric Zalewski trace des pistes de recherche prometteuses pour la compréhension de la politique postcommuniste et saura, plus largement, stimuler la réflexion de tous les spécialistes des partis politiques.

Cédric PELLEN

SPIRIT/Institut d'études politiques de Bordeaux

BATTISTELLA (Dario) – *Retour de l'état de guerre*. – Paris, Armand Colin, 2006. 296 p.

Le présent ouvrage de Dario Battistella apparaît comme une rareté dans le paysage français de la science politique. En effet, si l'on peut noter de récents essais abordant la dimension internationale du politique, ces derniers restent souvent des travaux, certes sérieux, mais ne pouvant s'insérer dans un corpus scientifique rigoureux, tant par leur parti pris normatif que par leur méthode d'administration de la preuve. Dans le cas présent, si l'auteur prend des précautions initiales en revendiquant également la forme de l'essai, sa démonstration entend s'appuyer sur une démarche proprement scientifique. Ainsi, se fondant sur les acquis tant de la sociologie politique que de la théorie des relations internationales, D. Battistella s'attache à défendre une thèse forte quant à la définition contemporaine du système international. Supposant l'existence en politique internationale d'une « tendance lourde vers l'avènement d'une société internationale », il présente l'opération Iraqi Freedom, menée en mars 2003 par les États-Unis, comme une véritable rupture signifiant « le retour de l'anarchie hobbesienne au détriment de l'anarchie lockienne », autrement dit le passage d'un système international où les États conçoivent une coexistence concurrente pacifique à un système où ceux-ci ne se perçoivent qu'en ennemis<sup>1</sup>.

Le cadre théorique dans lequel D. Battistella souhaite s'inscrire est ainsi une synthèse entre la traditionnelle école réaliste et la méthodologie constructiviste initiée en relations internationales il y a près de vingt ans<sup>2</sup>. Il emprunte ainsi à la première la notion d'anarchie<sup>3</sup> et la perspective systémique de Kenneth Waltz<sup>4</sup>, et à la seconde la notion des perceptions des unités du système entre elles (selon le triptyque ami/rival/ennemi).

1. Dario Battistella, *Retour de l'état de guerre*, Armand Colin, Paris, 2006, p. 8.

2. La principale influence de l'auteur sur ce point est celle d'Alexander Wendt, auteur, entre autres, de *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

3. Il définit celle-ci comme « l'absence d'autorité centrale reconnue comme telle par les unités étatiques » (Dario Battistella, *op. cit.*, p. 9).

4. Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.

La démonstration est ainsi structurée selon une perspective ouvertement évolutionniste : le système westphalien établit l'anarchie du système, l'hégémonie britannique du 19<sup>e</sup> siècle consacre l'équilibre des puissances, l'ascendant américain au 20<sup>e</sup> crée les mécanismes propices à l'établissement d'une société internationale. Si les première et seconde parties de l'ouvrage n'apportent donc pas de nouvel éclairage sur l'analyse des relations internationales, elles servent de fil conducteur à la troisième partie intitulée « Une guerre protosystémique ». Ainsi, la césure dans le système international apparaît, selon l'auteur, lors de l'intervention américaine de 2003 ramenant les États à une confrontation hobbienne, les États-Unis ayant, en l'occurrence, souhaité anéantir l'unité concurrente, l'État irakien.

Cette dernière section de l'ouvrage apparaît comme la plus problématique. L'exercice devient ici risqué tant D. Battistella souhaite décoder les événements actuels à la lumière de l'histoire et de la théorie internationales. La posture n'est pas en soi rédhibitoire, mais les orientations méthodologiques qui en découlent sont fragiles.

Ainsi, l'auteur soutient que l'avènement de la notion de « guerre préventive »<sup>1</sup> couplée à la présence de personnalités néoconservatrices au sein de l'administration Bush entraînent la rupture au sein du système international. L'explication proprement systémique se voit donc amendée par une approche infra-structurelle, les macrodynamiques s'expliquant au regard des jeux de pouvoir au sein d'un État. C'est à ce stade de l'ouvrage que la thèse de l'auteur devient contestable. Souhaitant donner à la guerre en Irak une signification « proto-systémique », D. Battistella est, dans le même temps, obligé d'inscrire celle-ci dans des considérations moins structurelles, plus conjoncturelles : le contexte politico-administratif du gouvernement américain suivant les événements du 11 septembre 2001, les rivalités institutionnelles entre département d'État et département de la Défense. L'analyse semble alors se fonder sur une certaine croyance de l'auteur en une ruse de l'Histoire qui amènerait, sans qu'ils le sachent, les décideurs politiques à reconfigurer le système international, le chercheur allant jusqu'à soutenir que la guerre en Irak était destinée à contrecarrer les aspirations de la Chine comme « *rising challenger* » du système international<sup>2</sup>. L'idée est séduisante, mais en devenant le ventriloque des acteurs qu'il étudie, Dario Battistella risque l'interprétation abusive et discutable<sup>3</sup>.

Pour finir, souhaitant quelque peu susciter la polémique, le dernier point de l'ouvrage apparaît comme le plus original. Ainsi, la guerre de 2003, soutient D. Battistella, est une intervention proprement impérialiste « parce que Washington estime ne plus avoir les moyens d'un maintien de l'ordre international par le *soft power* plutôt que par le *hard power* et ce, à cause de la diminution de l'écart de ressources dont elle bénéficie par rapport aux puissances secondaires du système international »<sup>4</sup>. Si l'on peut s'interroger sur la pertinence scientifique consistant à citer Lénine pour démontrer l'hégémonie américaine<sup>5</sup>, on conclut sur un retour à la théorie des plus intéressants.

Subséquentement, si l'ouvrage ne convainc pas les politistes initialement sceptiques quant à la capacité d'autonomiser un savoir spécifique sur les relations internationales, il reste un tra-

1. Dario Battistella, *op. cit.*, p. 133 et suiv.

2. Nous empruntons ici l'expression de « *rising challenger* » à Robert Gilpin, qui l'utilise dans *War and Change in World Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1981. En ce qui concerne l'analyse sur le lien entre guerre en Irak et montée en puissance de la Chine, se reporter à Dario Battistella, *op. cit.*, p. 262 : « Et c'est dans la perspective de la gestion de l'ascension de la Chine comme futur adversaire prioritaire des États-Unis que l'on peut alors interpréter Liberté en Irak : d'un point de vue économique tout d'abord, la mainmise sur l'Irak doit permettre d'assurer l'accès au pétrole indispensable à la croissance économique des États-Unis et à la stabilité de l'économie mondiale prise en charge par ce pays ; d'un point de vue stratégique ensuite, l'occupation de l'Irak doit permettre de parfaire l'endiguement de la Chine en vue de l'empêcher de tirer profit de son futur statut de puissance régionale pour venir défier la prépondérance américaine. »

3. Aucune mention n'est faite de la montée en puissance du Commandement Pacifique (*Pacific Command*) de l'Armée américaine, quand bien même il s'agit, à notre sens, de l'élément empirique le plus adéquat pour démontrer les préoccupations des États-Unis face à la Chine.

4. Dario Battistella, *op. cit.*, p. 254.

5. Dario Battistella, *ibid.*, p. 271. On se trouve là face au problème classique d'observation scientifique des relations internationales, amenée à construire sa démonstration en se fondant sur des références non homogènes, alliant les concepts classiques de sciences sociales (Durkheim, Weber) et les théories sur l'impérialisme proches de la praxéologie partisane (Lénine, Rosa Luxembourg).



vail qui a le mérite d'exister et qui, espérons-le, pourra susciter de réels échanges scientifiques dans la science politique française <sup>1</sup>.

Jean-Loup SAMAAAN  
 Université Paris I-Panthéon Sorbonne  
 Visiting Scholar, RAND Corporation

STEFFEN (Monika), ed. – *Health Governance in Europe. Issues, Challenges and Theories*. – Oxford et New York, Routledge, 2005. 204 p.

Nombre de travaux récents analysent des processus d'eupéanisation des politiques publiques <sup>2</sup> en s'intéressant aux mécanismes de construction et d'institutionnalisation de celles-ci au niveau européen, ainsi qu'à leur appropriation par les structures nationales. L'ouvrage collectif dirigé par Monika Steffen alimente ce débat à travers l'analyse d'un secteur qui relève en principe des compétences des États membres : celui de la santé. Comment expliquer que la construction européenne affecte les politiques de santé des États membres ? Le livre répond à cette question, à travers des études de cas portant sur des domaines divers, comme la régulation des produits pharmaceutiques, médicaux et agro-alimentaires, ou la mise à l'agenda de questions aussi différentes que la bioéthique et la consommation de drogues.

La définition des politiques de santé adoptée par les auteurs est extensive, puisqu'il s'agit pour eux de toutes les politiques ayant comme objet la santé et n'entrant pas dans les frontières institutionnelles du secteur des services médicaux. Même si cette définition n'est pas sans poser problèmes – le décryptage de l'objet d'une politique n'allant pas de soi –, elle a l'intérêt de proposer un décentrement par rapport à la définition institutionnelle des politiques publiques et de rapprocher des dispositifs dont la comparaison peut être moins intuitive.

Après un premier chapitre théorique dans lequel Wolfram Lamping montre comment la constitution du marché unique et la faible place accordée aux questions de santé dans les traités successifs n'ont pas empêché la Commission et la CJCE de s'y intéresser de plus en plus, les chapitres suivants poursuivent la discussion à travers des cas empiriques. Govin Permanand et Elias Mossialos (chapitre 2) montrent ainsi comment l'intervention croissante des instances de décision européennes dans la régulation du secteur pharmaceutique ne correspond pas uniquement à un *spillover* de la formation du marché unique, mais aussi à des *politics des policies* <sup>3</sup>, se situant au-delà de l'intégration par et pour le marché. L'auteur se penche sur la répartition des coûts et des bénéfices du changement : alors que dans la construction du marché unique, ceux-ci sont supportés par un nombre important d'acteurs, certaines mesures des politiques de santé – comme celles concernant les brevets – présentent au contraire à la fois un coût diffus et des bénéfices répartis entre un petit nombre d'acteurs. D'autres dispositifs (l'évaluation des médicaments par exemple) peuvent, quant à eux, avoir des bénéfices répartis sur un grand nombre d'acteurs et être couplés avec des coûts concentrés. L'attention aux configurations d'acteurs et aux *policy styles* permet alors à l'auteur d'expliquer les différences dans les processus d'eupéanisation selon les politiques publiques concernées. Christa Altenstetter (chapitre 3), s'attache à expliquer d'autres différences, celles de mise en œuvre au niveau national de la directive de 1998 concernant les diagnostics *in vitro*. L'auteure rend compte de ces différences en montrant le rôle des structures administratives héritées. En même temps, elle souligne un processus progressif d'accord entre les pays membres sur les règles à suivre.

Les chapitres suivants étudient plus directement le rôle des crises dans la mise sur agenda au niveau européen. Ainsi, tandis que Christophe Clergeau (chapitre 4) analyse le rôle de la crise

1. On notera à ce propos que Dario Battistella, non par ignorance, ne cite que deux auteurs français (Raymond Aron et Bertrand Badie) pour compléter un corpus bibliographique quasi exclusivement anglo-saxon.

2. Bruno Palier, Yves Surel (dir.), *L'Europe en action. L'eupéanisation dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, 2007.

3. L'auteur se réfère alors à la grille d'analyse de Wilson, *The Politics of Regulation*, New York, Basic Books, 1980.

de l'encéphalopathie spongiforme bovine dans la mise sur agenda des politiques de sécurité alimentaire, Anne-Marie Farrell (chapitre 5) souligne celui de l'épidémie du sida dans la politisation à l'échelle européenne de la régulation du plasma. Les auteurs révèlent en même temps le rôle des idées dans ces processus d'eupéanisation : Christophe Clergeau montre comment les récits de politiques publiques développés à la suite de la crise de l'ESB ont progressivement déconnecté la résolution de celle-ci d'une critique de la PAC ; Anne Marie Farrell, quant à elle, étudie comment les communautés épistémiques réunissant des experts favorables à la gratuité du don du sang ont continué d'infléchir l'orientation de ces politiques. Ce dernier cas illustre ainsi comment des réseaux d'acteurs privés se sont constitués et ont participé au *policy framing*. Dans le chapitre suivant écrit par François Lafond (chapitre 6), on comprend bien comment le Conseil de l'Europe a exercé des pressions pour que des questions comme l'insémination artificielle, le clonage, la recherche sur le génome et les embryons humains soient progressivement incorporées dans l'agenda européen et comment il a permis à certains groupes d'intérêt de devenir des entrepreneurs politiques, malgré les oppositions rencontrées au Parlement et dans certains pays. Henri Bergeron interroge alors dans le dernier chapitre la question de la convergence des politiques de santé à partir du cas de celles de la drogue, développées dans les années 1990 : celles-ci ne sont pas simplement liées au développement du sida dans les pays membres, mais s'expliquent aussi par un facteur cognitif qui a progressivement amené à abandonner l'objectif d'éradication de la consommation de drogue au profit de celui de diminution des risques associés à cette consommation. Ainsi, des processus d'eupéanisation peuvent exister sans base légale, à travers une mise en commun d'information, de définition des problèmes et des pratiques de politiques publiques.

Comme le rappellent Monika Steffen et Wolfram Lamping dans la conclusion, les sept chapitres dégagent finalement trois facteurs explicatifs des processus d'eupéanisation des politiques de santé publique : les *spillovers* créés par la construction du marché commun, les crises et la diffusion d'idées. Ces processus, faisant intervenir d'autres domaines que les services médicaux, conduisent pourtant à une légitimité croissante du traitement de la santé au niveau européen, traduisant par là un changement incrémental. On peut regretter que les mécanismes de dépendance au sentier liés aux spécificités de l'objet étudié n'aient peut-être pas été davantage explicités, ceux-ci étant un moyen d'expliquer également comment les configurations institutionnelles peuvent rendre compte de l'orientation du changement.

Si cet ouvrage n'a pas pour ambition d'apporter un cadre théorique fondamentalement nouveau, il présente l'intérêt de mettre en exergue la complexité des processus d'eupéanisation, dans des domaines où ceux-ci passent souvent inaperçus.

Clémence LEDOUX

Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

FRANCIA (Peter L.), GREEN (John C.), HERRNSON (Paul S.), POWELL (Lynda W.), WILCOX (Clyde) – *The Financiers of Congressional Elections : Investors, Ideologues, and Intimates*. – New York, Columbia University Press, 2004. 216 p.

La vie politique américaine fait souvent parler d'elle par le prisme de son financement. Des fondations ont spécialement été créées pour alerter l'opinion sur le sujet (Citizens' Research Foundation, Center for Responsive Politics, Campaign Finance Institute). Chaque année, leur action permet de rendre publique une masse impressionnante de données relativement à l'importance des sommes collectées par les candidats et à leur origine. La moindre élection est prétexte à de nouvelles publications de chercheurs de tous horizons. Depuis les premières enquêtes empiriques de Louise Overacker, on aurait d'ailleurs bien du mal à répertorier l'ensemble de ces articles. Bon nombre ont décrit plus spécialement l'impact électoral des sommes collectées par les PACs et analysé l'importance des financements alloués par les « *fat cats donors* », des « *robbers barons* » de l'Âge d'or aux « *corporate rich* » du 20<sup>e</sup> siècle, souvent pour mieux les critiquer. La nouvelle législation impulsée en 2002 par le Bipartisan Reform Campaign Act s'est attaquée à cette influence excessive des entreprises et syndicats en bannis-

sant la sollicitation et l'emploi de la « *soft money* » et en interdisant la diffusion de spots publicitaires par des groupes extérieurs en faveur de telle ou telle cause dans les dernières semaines précédant les élections fédérales. Dans le même temps, les plafonds des dons faits par les particuliers ont été relevés, comme si ces financements revêtaient une signification sociale plus positive pour la démocratie.

Ces apports des particuliers commencent à faire l'objet d'une attention plus soutenue de la part des chercheurs. L'odeur de soufre exhalée par les financements des personnes morales s'estompe devant les contributions versées par les citoyens renvoyant l'écho de formes d'engagement beaucoup plus honorables <sup>1</sup>. La prise au sérieux de ces sources de financement a d'abord émergé en liaison avec l'examen d'élections présidentielles <sup>2</sup>. L'ouvrage de Francia *et al.* transpose pour la première fois ces réflexions aux élections au Congrès.

Qui sont ces donateurs (p. 18-41) ? Quelles raisons avancent-ils pour justifier leurs dons (p. 42-68) et quels ressorts sociopolitiques les guident effectivement (p. 99-121) ? Comment les techniques de « *fundraising* » les amènent-elles à se rapprocher de candidats (p. 69-98) et plus généralement, quels liens sont-ils conduits à tisser avec le Congrès (p. 122-139) ? Enfin, comment perçoivent-ils le système encadrant le financement de la vie politique américaine et sa réforme par le BCRA (p. 140-156) ? Telles sont les principales questions auxquelles s'emploie à répondre *The Financiers*, à l'aide d'une minutieuse enquête auprès de 642 particuliers ayant versé au moins 200 \$ en faveur d'un ou de plusieurs candidats au cours du cycle électoral général de 1996. Un questionnaire comportant une quarantaine d'entrées, trente-deux entretiens menés avec des particuliers à propos de leur engagement politique et des raisons ayant justifié leurs dons, ainsi que six autres effectués auprès d'importants directeurs financiers de campagne en vue de mieux comprendre les modalités de fonctionnement des pratiques de collecte de fonds servent de support à cette recherche. Les 642 donateurs ont pu être couplés avec les 1003 candidats les ayant sollicités et diverses données sociopolitiques rassemblées au sujet de tous ces acteurs. Ces informations ont été recoupées avec celles fournies par la FEC concernant les nombres et montants des dons consentis par ces financeurs. Enfin, quelques études antérieures conduites sur des populations plus réduites de plus gros bienfaiteurs permettent aux auteurs d'esquisser quelques comparaisons.

Ces dons font tout d'abord corps avec un contexte. En 1996, un adulte sur huit accepte de financer des candidats ou partis. La contribution moyenne est généralement inférieure à 75 \$, loin du seuil de 200 \$ obligeant les candidats recevant des versements supérieurs ou égaux à un tel montant à les déclarer à la FEC. En 1996, cette commission aurait ainsi recensé 370 000 donateurs de ce type (0,2 % de la population adulte). Même si ce groupe reste peu nombreux, son rôle politique n'en est pas moins important, puisqu'à l'époque, ces contributions ont représenté un trésor de guerre total de plus de 254 millions de dollars pour les candidats en lice à la Chambre et au Sénat (soit 36 et 43 % de leurs recettes). D'où le développement de critiques à l'égard de ces donateurs, peut-être pas à l'image de l'Amérique et incarnant plutôt une petite élite soucieuse, en contrepartie de ses dons, d'obtenir un accès privilégié au Congrès afin de mieux pouvoir peser sur les décisions politiques. Un discours immédiatement contrebalancé par un autre soulignant combien ces dons peuvent aussi être perçus telle une forme d'engagement politique comme une autre ; un engagement politico-financier permettant de surcroît de diminuer l'influence politique des personnes morales.

Les données rassemblées conduisent à distinguer trois grands types de profils (se subdivisant eux-mêmes en diverses sous-catégories : p. 47) liés à des motivations distinctes, se combinant de différentes manières. Les *investisseurs* incarnent un premier groupe de donateurs, plutôt mus par la recherche d'avantages matériels et principalement intéressés par la défense de leurs affaires. Les *idéologues* définissent un autre ensemble dont les financements répondent à la défense d'enjeux précis ou de préoccupations plus générales leur tenant à cœur. Les *intimes* forment une troisième sous-population animée essentiellement en vertu de liens de solidarité ou d'amitié plus personnalisés. Les investisseurs constituent évidemment un groupe en vue : mêlant la défense de leurs affaires à la politique, ne sont-ils pas ceux dont l'intervention est la

1. Ruth S. Jones, « Contributing as Participation », dans Margaret L. Nugent, John R. Johannes (eds), *Money, Elections and Democracy. Reforming Congressional Campaign Finance*, Boulder, Westview Press, 1990, p. 27-46 ; et Clyde Wilcox, « Contributing as Political Participation », dans Gerald C. Lubenow (ed.), *A User's Guide to Campaign Finance Reform*, Lanham, Rowan & Littlefield Publishers, 2001, p. 109-126.

2. Clifford W. Brown, Lynda W. Powell, Clyde Wilcox, *Serious Money : Fundraising and Contributing in Presidential Nomination Campaigns*, New York, Cambridge University Press, 1995.

plus susceptible d'être dénoncée ? En fait, il apparaît que ce sont les idéologues qui font montre de la plus grande générosité à l'égard des candidats en lice et les intimes qui se révèlent les plus disposés à travailler bénévolement à leur service. L'enquête s'emploie à caractériser ces collectifs, en distinguant donateurs occasionnels et réguliers. Elle montre clairement qu'au-delà des motivations individuelles avancées, les contributeurs ne se distribuent pas complètement au hasard.

Par-delà les spécificités de chaque groupe, mises au jour au fur et à mesure de la progression de l'ouvrage, ces donateurs importants forment néanmoins un groupe relativement homogène, évidemment guère à l'image du citoyen américain moyen : la plupart sont des hommes (plus de trois donateurs sur quatre) ayant atteint la cinquantaine (40 % ont même plus de 60 ans). Alors que 65 % des citoyens américains déclarent des revenus annuels inférieurs à 50 000 \$, 4 % des donateurs étudiés par Francia *et al.* se rattachent à cette catégorie ; 8 % des citoyens américains disposent de revenus supérieurs à 100 000 \$ annuels ou plus, ce qui est aussi le cas de 78 % des donateurs importants. Près de la moitié de la population n'a qu'un diplôme de fin d'études secondaires, ce n'est le cas que de 5 % des généreux donateurs ; tandis que 29 % de la population détient un diplôme d'enseignement supérieur, ce niveau de formation concerne 83 % des particuliers en mesure d'*investir* au moins 200 \$ en politique. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité de ces donateurs se recrutent dans les milieux d'affaires et les professions libérales. Bien souvent, en outre, leur engagement politicofinancier fait écho à d'autres formes d'investissement d'ordre aussi bien professionnel, idéologique que confessionnel.

Les candidats sont naturellement à l'affût de ces contributeurs potentiels et la collecte des fonds est une opération qui ne s'improvise pas. Un parlementaire sortant type de la Chambre dispose généralement de listes de donateurs continuellement mises à jour par ses collaborateurs pouvant contenir de 20 à 30 000 noms auxquels adresser lettres, courriels et appels en vue de collecter directement leurs dons ou de les convier à des événements et manifestations propices au rassemblement des fonds. La grande majorité des donneurs importants sont en fait sollicités par les candidats sortants de leur district ou de leur État. Les différents types de donateurs soutiennent des profils de candidats parfois légèrement différents (p. 108-110). Par-delà ces écarts, les auteurs n'en relèvent pas moins qu'entre sollicitateurs et donateurs, de profondes relations d'interconnaissance se sont tissées, car ces acteurs évoluent au cœur de réseaux relationnels souvent très bien intégrés (p. 123-128). Les donateurs importants ne restent en fait jamais insensibles aux activités et prises de position des élus et candidats qui sollicitent leur bourse. Accepter de verser une obole pourra aussi bien signifier pour eux une occasion d'afficher un soutien politique ou une opportunité de se rapprocher d'élus, afin de pouvoir exprimer ses préoccupations ou une position sur un sujet.

Finalement, contre des visions trop stéréotypées, *The Financiers* éclaire bien la diversité des ressorts qui conduisent ces citoyens à financer des activités politiques : défendre ses intérêts économiques propres, obtenir d'autres rétributions sociales liées au don, intervenir en faveur d'enjeux publics plus larges. Assurément, cet ouvrage constitue une contribution riche et originale au débat. L'élévation de 1 000 à 2 000 \$ du plafond des dons consentis outre-Atlantique aux citoyens américains par élection lui confère une indéniable actualité. Son autre mérite est de contribuer à désenclaver les études sur le financement de la vie politique en montrant plus généralement combien cette question est étroitement liée à celle des formes éminemment variables de la participation et de l'engagement politique. Un livre donc à méditer, peut-être et surtout par ses lecteurs français. Avec la suppression dans l'hexagone des dons des personnes morales, le nombre de reçus-dons remis par la CNCCFP aux mandataires de partis politiques afin de recueillir les fonds de personnes physiques est passé de 1995 à 2004 de 153 000 à 495 415 euros. Dans le même temps, les financements de personnes physiques correspondants (hors cotisations de militants et d'élus) se sont accrus de 10 303 891 à 14 513 799 euros : des recettes partisans non négligeables, qui mériteraient assurément de faire l'objet de recherches analogues à celles entreprises pour les États-Unis.

Éric PHÉLIPPEAU  
Université Paris X-Nanterre

VIDAL (Dominique) – *Les bonnes de Rio. Emploi domestique et société démocratique au Brésil.* – Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2007. 312 p.

Dominique Vidal, maître de conférences de sociologie à l'Université Charles-de-Gaulle-Lille III, s'interroge sur l'état de la société démocratique au Brésil à partir d'une enquête de terrain fouillée sur les *travailleuses* (et non pas « employées », terme utilisé communément de façon péjorative par les employeurs) domestiques de Rio de Janeiro. L'auteur reprend l'interrogation d'Alexis de Tocqueville dans la *Démocratie en Amérique* sur la question de l'égalité formelle des individus au sein d'une société, en s'inscrivant « dans le prolongement de l'idée tocquevillienne selon laquelle la démocratie désigne moins un régime politique qu'un état de la société où prévaut une représentation égalitaire des rapports sociaux » (p. 13). En dépit de l'amélioration objective des conditions de travail de ce groupe de travailleuses pauvres – surtout depuis la Constitution de 1988, qui a créé pour les travailleuses domestiques une législation spécifique les rapprochant des autres travailleurs : obligation de signature d'un contrat de travail, création d'un préavis un cas de licenciement, treizième mois, congés de maternité, congés payés, etc. –, de la baisse de la proportion de celles qui vivent au domicile de l'employeur et de sa lente judiciarisation, les relations de classe antagonistes avec leurs employeurs persistent. Ces derniers essaient notamment d'imposer des rapports paternalistes (maternalistes) afin de contraindre l'employée à accepter leurs manquements (même partiels) de respect à la législation du travail (comme la déclaration d'une partie du salaire seulement, afin de diminuer les charges sociales), pratiques encore très répandues. Les domestiques représentent environ 20 % des femmes qui travaillent au Brésil – près de six millions de personnes – et seules environ un quart parmi elles sont déclarées. L'analyse de quel autre groupe social permettrait-elle de mieux saisir l'état d'avancement de l'inscription d'un État de droit dans les rapports sociaux ?

De fait, la lente judiciarisation de la relation de travail (la création de règles de droit) et sa judiciarisation (le règlement de conflits par le recours au judiciaire) depuis une quinzaine d'années (notamment par l'action du syndicat de la catégorie, habilité depuis 1988 à résilier des contrats de travail) ont permis de créer quelques ouvertures pour ces femmes dominées au travail, notamment en leur offrant un « nouveau sens du juste » ou alors de se retrouver, du moins momentanément, sur un pied d'égalité avec leurs employeurs lors du jugement de conflits au tribunal (ce qui constitue une issue du conflit relativement rare car relevant du parcours du combattant pour la domestique). Ces femmes issues la plupart du temps des régions rurales du Nordeste et de l'intérieur de l'État de Rio ou du Minas Gerais continuent toutefois à vivre dans des situations souvent d'une très grande précarité.

L'ouvrage est composé de cinq parties : des questions d'objet, de méthode et de posture sont traitées en premier, suivies par six portraits de domestiques qui composent l'analyse des trajectoires de vie avec celle des observations et de la façon dont l'auteur les a rencontrées ; l'analyse de deux dimensions principales du travail (la construction du discours identitaire « en contrebas » et les problèmes de communication pouvant mener jusqu'à la rupture) fait l'objet des deux parties suivantes et le rapport au droit très particulier des bonnes de Rio, étudié à partir du fonctionnement concret de la justice étatique, fait objet de la dernière partie.

La lecture de ce livre est intéressante à plus d'un titre : la réflexion méthodologique permanente, les descriptions ethnographiques très fines desquelles émergent les schèmes théoriques de façon déductive, ainsi que la confrontation avec des interprétations théoriques préexistantes en font une référence en matière de littérature sociologique, mais pas seulement. Cet ouvrage vivant et bien écrit ne s'adresse pas qu'aux seuls spécialistes du Brésil, de la sociologie du travail ou du travail des femmes, mais à tous ceux ou toutes celles qui s'intéressent aux inégalités sociales de tous types. Mais avant tout, ce livre est fait pour un lecteur sensible à l'ambiguïté qui caractérise fondamentalement l'existence de ces femmes à l'aune d'une possible ouverture démocratique.

Isabel GEORGES

Institut de recherche pour le développement (IRD)

Institut de philosophie et de sciences humaines, Université d'État de Campinas, Brésil